

# Libra : les autorités de régulation demandent des comptes

[Dévoilée](#) ce mardi avec des partenaires aussi prestigieux que Visa, Mastercard, Paypal, Vodafone, Iliad ou encore Uber, Libra a immédiatement subi des critiques de plusieurs gouvernements.

Ainsi, en France, Bruno Le Maire [estime](#) que “ Facebook crée un instrument de transaction, pourquoi pas. En revanche, que ça devienne une monnaie souveraine, il ne peut pas en être question.

Le ministre de l'Economie est allé plus loin en annonçant avoir demandé un rapport sur le sujet, pour le mois prochain, aux banques centrales des sept pays membres du G7.

## Les autorités de régulation attendent les informations sur Libra

Aux Etats-Unis, la présidente de la commission des Services financiers de la Chambre des représentants, la démocrate Maxine Waters, a carrément demandé un moratoire sur ce lancement prévu début 2020. Elle propose aux dirigeants de Facebook de s'expliquer devant le Congrès.

« Avec l'annonce de la création d'une cryptomonnaie, Facebook poursuit son expansion incontrôlée et étend sa portée sur la vie de ses utilisateurs » a-t-elle déclaré dans un communiqué cité par [Reuters](#).

De son côté, Kevin Weil, un cadre de Facebook en charge de Libra , a déclaré que Facebook espérait pouvoir rassembler les régulateurs mondiaux autour de la table en faisant connaître son plan.

Pour Jorn Lambert, vice-président exécutif chargé des solutions numériques chez Mastercard, le discours est à la temporisation. « Si ce projet rencontre trop d'obstacles réglementaires, nous pourrions ne pas le lancer”, a-t-il dit.

En Suisse, l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers, appelée communément FINMA, a confirmé à Reuters être en contact avec Libra mais a refusé de préciser si le projet était en train d'obtenir des autorisations réglementaires spécifiques.

Rappelons que la cryptomonnaie de Facebook se compose de deux entités.

D'un côté, il y a Libra Association, basée à Genève pour la partie marketing et partenariats. De l'autre, il y a Calibra, une filiale qui proposera des portefeuilles numériques pour sauvegarder, envoyer et dépenser des Libras en se connectant à Facebook Messenger et WhatsApp.

# Libra inquiète aussi Tracfin

Dans [un article](#) de l'Express, Bruno Dalles, le directeur de Tracfin, la cellule anti-blanchiment du ministère de l'Économie, s'inquiète : « Avec ce produit censé permettre les transferts de fonds internationaux sans subir les variations de taux de change, les utilisateurs risquent la captation de leurs données financières personnelles ».

Et de déplorer le lancement de cette initiative sans aucune mesure de régulation avec les autorités en charge de ces questions. « Qui va réguler la cryptomonnaie de Facebook ? » demande-t-il. « La balle est dans le camp de Facebook, c'est à eux de contacter Tracfin et l'ACPR [Autorité de contrôle prudentiel et de résolution] afin d'organiser l'indispensable régulation »